**Décision n° 1/95 de la Commission mixte
concernant les invitations lancées à la République de Pologne,
la République de Hongrie, la République tchèque
et la République slovaque pour adhérer à la convention du 20 mai 1987
relative à un régime de transit commun**

Adoptée le 26 octobre 1995

Entrée en vigueur pour la Suisse le 1^{er} janvier 1996

La Commission mixte,

vu la convention du 20 mai 1987¹ relative à un régime de transit commun, et notamment son art. 15, par. 3, point f),

considérant que la promotion des échanges de marchandises avec la République de Pologne, la République de Hongrie, la République tchèque et la République slovaque serait facilitée par une simplification des formalités à accomplir dans le cadre du transport de marchandises entre ces pays et la Communauté européenne, la République d'Islande, le Royaume de Norvège et la Confédération suisse,

considérant que, pour réaliser cette simplification, il convient d'inviter ces pays à adhérer à la convention,

décide:

Art. 1

Conformément aux dispositions de l'art. 15^{bis} de la convention, la République de Pologne, la République de Hongrie, la République tchèque et la République slovaque sont invitées à devenir chacune partie contractante de cette convention à partir du 1^{er} juillet 1996.

Art. 2

Lors de l'adhésion de chacun de ces pays, toutes les parties contractantes prennent les mesures nécessaires pour assurer que les garanties et les documents reproduits dans l'annexe IV (garantie globale), dans l'annexe V (garantie isolée), dans l'annexe VI (garantie forfaitaire) et dans l'annexe VII (certificat de cautionnement) de l'appendice II de la convention soient adaptés par suite de cette adhésion à la convention.

Les modèles des documents utilisés à la date d'entrée en vigueur de la présente décision restent utilisables, sous réserve des modifications rédactionnelles à y apporter, jusqu'à épuisement des stocks mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 1998.

RO 1996 1064

¹ RS 0.631.242.04

Art. 3

La présente décision entre en vigueur le 1^{er} janvier 1996.

Fait à Interlaken, le 26 octobre 1995.

Pour la Commission mixte:

Le président, R. Dietrich

*Lettre n° 1***Communication de la décision de la Commission mixte
CE–AELE d’inviter [nom du pays] à adhérer à la convention
du 20 mai 1987 relative à un régime de transit commun**

Monsieur,

J’ai l’honneur de porter à votre connaissance la décision de la Commission mixte CE–AELE «transit commun» du 26 octobre 1995 (décision n° 1/95) invitant la [nom du pays] à devenir partie contractante de la convention du 20 mai 1987 relative à un régime de transit commun.

L’adhésion de la [nom du pays] à la convention peut être rendue effective par le dépôt de son instrument d’adhésion auprès du secrétariat général du Conseil de l’Union européenne, assorti d’une traduction de la convention dans la langue officielle de [nom du pays], conformément à l’art. 15^{bis} de cette convention.

J’aurais l’honneur de vous informer à une date ultérieure des recommandations ou décisions que la Commission mixte pourrait adopter entre la date de la décision du 26 octobre 1995 et celle à laquelle l’adhésion de la [nom du pays] à la convention devient effective conformément à l’art. 15^{bis}. La [nom du pays] peut choisir, à sa convenance, soit d’insérer dans l’instrument d’adhésion une déclaration acceptant ces recommandations et décisions, soit de déposer cette déclaration auprès du secrétariat général, au plus tard jusqu’au sixième mois qui suit la date du dépôt de l’instrument d’adhésion.

Veuillez agréer, Monsieur, l’assurance de ma très haute considération.

Secrétariat général
du Conseil de l’Union européenne:

Le secrétaire général,

*Lettre n° 2***Instrument d'adhésion de la [République de Pologne]
à la convention du 20 mai 1987 relative à un régime
de transit commun**

[La République de Pologne],

prenant acte de la décision de la Commission mixte CE–AELE «transit commun» du 26 octobre 1995 (décision no 1/95) d'inviter la [République de Pologne] à adhérer à la convention du 20 mai 1987 relative à un régime de transit commun («la convention»):

désireuse de devenir partie contractante de cette convention,

Déclare par la présente

Adhérer à la convention;

joindre au présent instrument une traduction de la convention dans la langue officielle de [la République de Pologne];

- accepter les différentes recommandations et décisions que la Commission mixte CE–AELE «transit commun» pourrait adopter entre la date de décision du 26 octobre 1995 et celle à laquelle l'adhésion de [la République de Pologne] est rendue effective conformément à l'art. 15^{bis} de la convention;²
- s'engager à déposer auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, dans les six mois qui suivent la date du dépôt du présent instrument, une déclaration acceptant les différentes recommandations et décisions que la Commission mixte CE–AELE «transit commun» pourrait adopter entre la date de décision du 26 octobre 1995 et celle à laquelle l'adhésion de [la République de Pologne] est rendue effective conformément à l'art. 15^{bis} de la convention.³

Fait à ...

² Ill appartient au pays adhérent de biffer du texte l'alinéa qui ne convient pas]

³ Ill appartient au pays adhérent de biffer du texte l'alinéa qui ne convient pas]